

LA NOTE EPSY N° 54 DES EQUILIBRES SOCIAUX EN EVOLUTION

EPSY vous adresse régulièrement son analyse de l'évolution du climat social.

EPSY est un cabinet d'audit social, spécialisé dans l'accompagnement du changement et dans la veille sociale.

Nous sommes à votre disposition pour vous présenter plus en détail nos champs de compétence et nos outils de diagnostic.

Votre contact : Jean-Claude DUCATTE

L'unité syndicale affichée lors de la manifestation du 4 octobre dernier n'aura duré que de la place de la Bastille à celle de la République. Lors du conflit de la SNCM, chaque organisation a cherché à sortir d'un conflit sans issue, laissant le soin à la CGT (et au STC) de jouer les jusqu'au-boutistes. Le bilan est peu glorieux pour des organisations syndicales qui rêvaient à l'origine de faire plier le gouvernement et d'étendre la contestation aux entreprises privées. Quels enseignements tirer de ces événements ?

1. DES SYNDICATS QUI NE REPRESENTENT PLUS QU'EUX-MEMES...

La différence entre les estimations de la police et les syndicats pour cette journée du 4 octobre n'a jamais été aussi importante. Habituellement, l'écart est du simple au double. Cette fois-ci il était du simple au triple. C'est par **un affichage comptable que les syndicats ont cherché à masquer le peu d'adhésion** des salariés à leurs revendications, mais aussi pour maintenir les fragiles équilibres internes¹.

Par ailleurs, lorsque l'on regarde attentivement ces manifestants, on constate que ceux-ci sont **très majoritairement des personnels du secteur public ou des collectivités territoriales, des seniors, des retraités**. Les photos et les images montrent bien ce décalage entre le monde de la revendication et le monde du travail...

Il est également intéressant de constater que les grandes revendications comme l'emploi (opposition au contrat nouvelle embauche), le pouvoir d'achat, la précarité n'ont pas séduit outre mesure. Ceci prouve que ces revendications développées comme la cause profonde du malaise social des Français ne mobilisent en définitive que marginalement les actifs.

En effet, **les grévistes les plus nombreux se retrouvaient derrière les banderoles des entreprises connaissant des problèmes particuliers** : EDF/GDF avec une problématique de changement de statut, La Poste avec la séparation de

¹ Comme à la CGT où la réélection de Bernard Thibault n'est pas aussi acquise qu'initialement prévu...



l'activité bancaire de l'activité postale, les transports avec une recherche de diminution de leurs déficits et leurs conséquences sociales, l'hôpital avec ses problématiques d'encombrement et du déficit d'attrait de ses filières d'emplois, qualifiés ou non. **Ceci a donné une image catégorielle à cette manifestation, et plus encore l'image d'une catégorie de Français qui refuse la concurrence, à laquelle toute la société est confrontée..**

Si les motifs de mécontentement pour défiler peuvent être nombreux, aucun motif transversal n'est capable, selon nos observations, de mobiliser durablement et de faire jouer la moindre solidarité² entre salariés par le vecteur des organisations syndicales.

Quant aux salariés du privé³ présentés comme nombreux à participer à ces mouvements, c'est encore ici le médiatique qui a primé. En effet, qui peut citer spontanément des noms d'entreprises privées dont les salariés ont manifesté, si ce n'est celui de HP, que son plan de suppression d'emploi avait mis sous les feux de l'actualité ! Et lorsqu'il y a eu des mouvements dans quelques entreprises du privé, les causes étaient spécifiques. La grève du 4 octobre n'a été que l'occasion d'exprimer son mécontentement au niveau local en prétextant un mouvement national.

Deux grands enseignements sont à tirer de cette journée :

- Toutes les centrales réunies dans un mouvement unitaire n'ont été capables **de mettre dans la rue qu'un nombre limité de personnes** (entre 400 000 et 1 200 000). Le secteur privé était bien maigrelet et l'encadrement absent, bien que la CGC fut présente dans ce mouvement.
- **Les revendications avancées, par leur caractère imprécis n'ont enregistré qu'un faible écho**, alors même que dans les enquêtes d'opinion, le pessimisme pour l'avenir domine malgré une embellie depuis quatre mois sur l'emploi...

Cela montre le décalage croissant qui existe entre le syndicalisme et les salariés. De plus, leurs dirigeants et leurs représentants (plus de 50 ans en moyenne et plus de 8 hommes sur 10) ne reflètent que marginalement les aspirations du monde du travail. Ainsi, ils sont plus axés sur **les (pré)retraites**, alors que les jeunes le sont sur **la carrière**. De même, ils attachent de l'importance aux **salaires** alors que les jeunes raisonnent en **pouvoir d'achat**. Ceci explique les décalages de réactions entre les deux publics par rapport aux primes décidées par le gouvernement : loi Breton et prime Villepin.

Si tous ces éléments plaident pour le recul syndical, cela ne veut pas dire pour autant que la contestation va disparaître. Bien au contraire, elle se structure de plus en plus sur des modes différents, tant pour leurs initiateurs (les contestataires) que pour leurs utilisateurs (les salariés). Il en est de même en ce qui concerne le MEDEF, dont l'action se situe de plus en plus au niveau des branches professionnelles.

Nous assistons simplement à l'amplification, d'une part du déclin du syndicalisme institutionnel national, qu'il soit patronal ou salarial, et d'autre part à une césure de plus en plus marquée entre les dirigeants et la base

² A cet égard, il faut noter qu'il n'y a eu à Marseille aucune solidarité entre les grévistes de la SNCF et ceux de la RTM (Régie des Transports Marseillais), alors que les mêmes syndicats participaient au mouvement.

³ La confiance dans les syndicats est très variable entre public et privé. Dans le public, leur image est bonne, ce qui n'est plus le cas dans le privé.



présente dans les entreprises, dont le comportement peut être en décalage avec les consignes données.

2. ...DE NOUVELLES FORMES DE REPRESENTATIONS ET DE CONTESTATIONS...

Si l'on fait exception des entreprises qui connaissent des plans sociaux "*lourds*", où l'action des syndicats représentatifs est nécessaire pour l'aboutissement de la négociation, nous identifions les prémices de mouvements de fond qui ne vont que s'affirmer avec le temps.

Ces syndicats sont pris en étau entre deux nécessités contradictoires : d'une part, avoir une façade respectable pour les grandes négociations nationales, mais celles-ci n'ont plus cours et beaucoup de choses se passent à Bruxelles, et de l'autre avoir une action revendicative au niveau des fédérations et des syndicats d'entreprise. Ce décalage devient perceptible aux yeux de tous.

Enfin, le positionnement "*ultra*" pris par des syndicats comme la CGC a pour conséquence de gommer les différences et de déstabiliser des catégories sociales comme les cadres qui prennent leurs distances. Malgré cela, "*le réalisme*" de la CFDT ne se retrouve pas dans les urnes, lors des élections professionnelles.

Globalement, l'évolution du syndicalisme est à la radicalisation, à l'instar de ce que l'on observe dans la classe politique, positionnement qui est loin d'avoir apporté la preuve de sa pertinence.

Ainsi, il est intéressant de constater l'apparition de deux mouvements radicalement différents :

- **d'une part le retour des Amicales de cadres** qui jouent sur le corporatisme et dont la stature de leur porte-parole compense souvent l'absence de représentativité, dont l'objet est le maintien voire l'accentuation de positionnements particuliers.
- **de l'autre l'évolution de SUD** qui, s'il continue à s'implanter, plafonne dans ses "*vieux*" bastions. Cette situation lui a fait comprendre plus que les autres que les conditions d'un succès sont remplies dès lors que les plus âgés rejoignent un mouvement initié d'abord par les plus jeunes. La mobilisation des jeunes est d'autant plus forte que sa cause est jugée "*juste*"⁴. L'utilisation de cette convergence d'intérêts permet à SUD de porter les revendications maximales de façon quasi immédiate et de ne rechercher que facialement le compromis lors des négociations.

Ainsi, face à des jeunes consuméristes de l'action sociale, SUD s'appuie davantage sur ses unions locales que sur ses sections d'entreprise pour fournir la logistique nécessaire. **Cela se traduit par des conflits mieux organisés, plus courts, parfois plus virils (réapparition des déprédations principalement sur les systèmes d'information) avec une forte utilisation des médias tant en interne qu'en externe.** C'est le spaming plus que le tract, l'occupation de sites sensibles plutôt que la manifestation, la

⁴ Dans beaucoup de conflits observés, l'origine se situe très souvent dans un dysfonctionnement de détail qui, lorsqu'il est vécu de façon passionnelle devient insupportable. Exemple : aujourd'hui hausse du prix de l'essence et frais kilométriques, demain répartition du coût des mutuelles d'entreprises,...



dévalorisation des services ou produits de l'entreprise sous couvert des besoins exprimés par les clients,...

Des conflits très caractéristiques :

Ainsi, lorsque l'on croise toutes les données sociales disponibles, nous constatons que ce type de conflit animé principalement par SUD en représente désormais plus d'un sur quatre, que leur durée est plus courte (1 à 2 jours contre 3 à 4), mais que leur fréquence est trois fois supérieure.

Et lorsque l'on interroge les Directeurs des Ressources humaines, ils s'accordent tous sur le fait que les effets négatifs sur la motivation au travail des salariés sont importants. *"Il vaut mieux une grève traditionnelle. Une fois terminé, c'est fini. Avec eux, ce n'est pas pareil... on est toujours à la veille de la suivante"*.

C'est ce nouveau constat auquel nous sommes de plus en plus confrontés dans nos missions : **plus que le gain, c'est la gêne occasionnée qui est l'indicateur de succès. L'échec, pour eux, n'a pas la même valeur que pour les autres, car il fragilise l'entreprise en entretenant la morosité, ce qui permet d'attendre une meilleure occasion.**

Dans ce contexte, l'hypothèse de la baisse du nombre de conflits est néanmoins partagée par les observateurs sociaux qui mettent en avant la perspective des élections présidentielles, mais il ne faut pas omettre dans l'analyse que cela n'a de probabilité de se réaliser que si le candidat de l'opposition est crédible et porteur d'une alternative. Dans le cas contraire, c'est la manifestation et le conflit qui seraient le seul exutoire.

Toute l'actualité sociale d'EPSY est disponible sur <http://www.etsy.com> ainsi que tous les liens dont vous avez besoin pour votre activité quotidienne.